

[Traduction]

C'est un gouvernement libéral qui a introduit la régulation de l'offre. C'est un gouvernement libéral qui a institué les quotas de production. C'est un gouvernement libéral qui a établi les quotas d'importation. Et maintenant, c'est un gouvernement libéral qui a consenti au démantèlement du système de régulation de l'offre institué par ses prédécesseurs.

Nous connaissons tous très bien les arguments contre la régulation de l'offre, surtout de la part des groupes de consommateurs. Mais ce n'est pas de cela dont il est question aujourd'hui. Il s'agit de savoir comment le gouvernement du Canada entend aider le monde agricole à s'adapter d'ici quelques années aux engagements que nous avons pris dans le cadre de l'accord du GATT. On n'apprendra rien à cet égard dans le discours du Trône. On n'y trouve, en effet, absolument rien au sujet du secteur agricole canadien, pas même une banale allusion.

On trouvera cependant dans le dernier numéro du magazine *Maclean's* une explication du silence embarrassant des libéraux. Après que le ministre du Commerce international se fut vanté par deux fois devant le premier ministre de ce que l'accord du GATT représentait un grand jour pour le Canada, l'article ajoute

Mais M. Chrétien lui rétorque brusquement: «Les agriculteurs canadiens n'en pensent pas autant», dit le premier ministre, en évoquant le malaise que provoque chez eux la fin de la protection dont ils jouissaient. «Dites-moi ce que je peux leur dire pour les rassurer.»

Ils attendent encore des nouvelles du premier ministre et de ses collègues.

Plus on se reporte au livre rouge, plus on trouve déprimant de voir les libéraux se préoccuper cyniquement de tous les intérêts dans le but de récolter des votes, pour ensuite s'abstenir complètement d'y donner suite une fois qu'ils ont fait le plein de votes.

Un gouvernement libéral redonnera au Canada son rang parmi les gardiens de la paix mondiale en révisant la politique nationale de défense et l'octroi des marchés publics militaires. Nous étudierons la possibilité de mettre sur pied un contingent spécial de casques bleus composé de militaires et de civils volontaires, ayant des missions précises qui répondent aux défis modernes que pose le maintien de la paix.

Un gouvernement libéral s'emploiera à transformer les bases militaires désaffectées en centres d'entraînement et en plaques tournantes pour les casques bleus et encouragera l'industrie militaire canadienne à adapter sa production aux nouveaux impératifs du maintien de la paix. Nous nous attacherons à améliorer les politiques onusiennes en la matière.

N'est-il pas extraordinaire que le discours du Trône ne fasse absolument aucune allusion à la politique étrangère du Canada? Il n'y est nulle part fait mention de nos obligations militaires. On n'y parle même pas de l'aide étrangère. J'ose dire que ce doit être le seul discours du Trône de mémoire récente qui ne parle absolument pas des intentions du Canada à l'extérieur de ses frontières — à moins de voir dans l'engagement à faire «le nécessaire pour mettre fin à la surpêche étrangère au large de la côte est» une confirmation de ce que disait le ministre des Pêches en laissant entendre de façon pas très subtile que le Canada

pourrait s'engager dans une forme de diplomatie appuyée par la force armée pour empêcher les navires battant pavillon de complaisance de pêcher à l'extérieur de notre zone de 200 milles.

•(1520)

Pourquoi, dans le discours du Trône d'hier ou d'avant-hier, le gouvernement n'a-t-il rien dit de la position sur le maintien de la paix énoncée dans le livre rouge? Le premier ministre n'a même pas abordé la question lors de la rencontre des pays membres de l'OTAN qui a eu lieu à Bruxelles la semaine dernière. Au lieu de cela, le fait que notre pays n'ait pas de position claire à ce sujet nous place à nouveau dans l'embarras: nous retirerons peut-être nos soldats des Balkans; nous reconsidérerons peut-être leur présence là-bas. Un jour, le ministre des Affaires étrangères déclare qu'il n'y aura pas d'attaques aériennes, et le lendemain, le premier ministre dit qu'il y en aura peut-être, mais pas nécessairement.

Le déploiement de soldats canadiens en vue d'aider à rétablir la stabilité et à acheminer l'aide humanitaire dans d'autres parties du monde est certainement une question trop importante pour être traitée comme une vulgaire promesse électorale que l'on oubliera à nouveau au lendemain du scrutin. Nos soldats étaient déjà très démoralisés d'avoir entendu celui qui était alors le chef de l'opposition à la Chambre des communes se contredire constamment au sujet de la position de son parti sur la participation du Canada à la guerre du Golfe, mais il est encore plus désolant de voir un premier ministre qui signe une déclaration dans laquelle les pays membres de l'OTAN adoptent des principes non équivoques se contredire verbalement dans les jours qui suivent.

Le gouvernement dit le plus sérieusement du monde que, comme il n'a pas de position claire sur la question, il organisera un débat spécial à la Chambre pour se faire une opinion. Quel exemple navrant de leadership boiteux! Les libéraux disent que, comme ils ne savent pas du tout quelle position adopter, ils feront une idée à partir d'opinions tout à fait contradictoires.

Durant la campagne électorale, les libéraux n'ont jamais hésité à tenir la Banque du Canada responsable des problèmes économiques de notre pays et plus particulièrement son gouverneur, John Crow, dépeint comme un être mesquin et sans cœur qui établissait, en matière de politique monétaire, des priorités privilégiant les milieux financiers internationaux au détriment de la croissance économique intérieure. Les libéraux chuchotaient assez fort que ses jours étaient comptés et qu'on trouverait pour lui succéder quelqu'un de plus humain et de plus compréhensif, quelqu'un qui saisiserait mieux les problèmes de notre pays, quelqu'un qui ferait en sorte que la Banque ne soit plus à la merci des milieux financiers internationaux.

Résultat? Moins de trois mois après les élections, alors que les récriminations des libéraux résonnaient encore, le ministre des Finances annonçait la nomination de Gordon Thiessen au poste de gouverneur. M. Thiessen est à la Banque du Canada depuis 30 ans, et il a passé les six dernières années au poste de premier sous-gouverneur, responsable notamment de la politique monétaire.

La Banque du Canada a-t-elle donc toujours eu deux politiques monétaires, celle appliquée par M. Crow pour détruire l'économie canadienne, et celle de M. Thiessen, plus proche de la vision des libéraux? Ce n'est pas tiré par les cheveux, compte tenu de la vendetta menée par le Parti libéral contre M. Crow, mais c'est grossièrement injuste pour M. Thiessen.